

GEOGRAPHIE

Nom :
Prénom :
Classe :
Date :

Evaluation chapitre 1 : Migrations

Remarques du professeur : Cotation : .../27
..... Soin : .../3
..... Total : ... /10

A l'aide du dossier documentaire en annexe, réponds aux questions suivantes :

1) D'où provient la plus importante proportion des personnes immigrées en Belgique en 2011 ? /2

.....
.....

2) Comment Almeria, une des régions les plus pauvres d'Espagne a-t-elle redressé son économie ? /4

.....
.....
.....
.....

3) Quels sont les avantages et les inconvénients cités dans le document 3 à l'immigration ? /6

Avantages	Inconvénients

4) Quel est l'impact du faible taux de fécondité en Belgique ? /3

.....
.....
.....
.....

5) Dans le document 5, vers quels emplois se dirigent les travailleurs migrants qualifiés et les non qualifiés ? /3

.....
.....
.....

6) Dans le document 5 quel seraient les avantages à l'immigration ?

/5

.....
.....
.....
.....
.....

7) Quelles sont les causes des migrations ?

/5

.....
.....
.....
.....
.....

Recueil documentaire

1

	Effectifs	%
Union européenne (UE-15) hors Belgique	47 996	34,8 %
12 nouveaux États membres de l'UE-27	30 457	22,1 %
Europe hors UE-27 (avec Turquie)	11 717	8,5 %
Afrique du Nord	11 689	8,5 %
Afrique subsaharienne	11 729	8,5 %
Asie	15 541	11,3 %
Amérique latine	3 912	2,8 %
Amérique du Nord	3 312	2,4 %
Océanie	318	0,2 %
Indéterminés, réfugiés* et apatrides*	1 400	1,0 %
Total	138 071	100 %

Effectifs et pourcentages des personnes immigrées en Belgique en 2011, par région de provenance, dans *Migrations et populations issues de l'immigration en Belgique. Rapport statistique et démographique 2013*, Louvain-la-Neuve – Bruxelles, UCL – Centre pour l'égalité des chances, (2014), p. 39 (D'après www.diversite.be/sites, page consultée le 22 décembre 2014)

Les étrangers qui viennent s'établir en Suisse sont aujourd'hui majoritairement hautement qualifiés : 58 % d'entre eux ont un diplôme de formation supérieure, contre 36 % en 1997. Et 60 % des entreprises suisses cotées en bourse* sont dirigées par des étrangers. C'est ce qui ressort de l'ouvrage sur *La nouvelle immigration. La Suisse entre l'accueil des cerveaux et la peur de l'étranger* que vient de publier la Fondation « Avenir suisse ».

(...) Pour Thomas Held, directeur d'« Avenir Suisse », ces nouveaux immigrants apportent énormément à la Suisse. (...) « Actuellement, il y a même davantage d'universitaires parmi les nouveaux arrivants que dans la population suisse. Cette immigration comble donc une lacune dans l'industrie et l'économie suisses, qui sont axées sur des emplois requérant une formation poussée (...). Par exemple, les ingénieurs étrangers viennent combler un manque en ingénieurs dont les entreprises se plaignent depuis des années. » (...)

[Mais] il y a des perdants. (...) [Pour] la classe moyenne, la concurrence est donc plus forte. Les plans de carrière d'un Suisse dans une université ou un hôpital croisent désormais les plans de carrière de candidats venus d'Allemagne. (...) Cela crée bien évidemment une certaine insécurité chez les Suisses. (...) [Dans] une situation économiquement plus difficile, [cette insécurité] pourrait grossir et causer des tensions.

Jean-Michel BERTHOUD, *Les nouveaux étrangers changent la Suisse*, 26 octobre 2008 (D'après www.swissinfo.ch, page consultée le 3 septembre 2010)

La région d'Almería a été longtemps une des plus pauvres de la péninsule ibérique. (...) Depuis une quinzaine d'années, le vent a tourné ! De pauvre, la région est actuellement l'une des plus riches de l'Espagne... grâce surtout au labeur du personnel agricole sous-payé qui travaille dans les serres à la production maraîchère et au détriments de l'environnement. La région d'Almería est devenue la porte d'entrée pour l'immigration des personnes démunies d'Afrique du Nord, d'Amérique du Sud, d'Europe de l'Est et d'ailleurs.

1 -> 3/2

Christine SCHILTER et Philippe SAUVIN, *Région d'Almería : une catastrophe sociale et environnementale*, dans *Solidarités*, n° 80, 10 janvier 2006, p. 8 (D'après www.solidarites.ch, page consultée le 5 avril 2008)

4

Chez nous, le taux de fécondité* est de 1,75. Est-ce dangereux ?

Oui. Car le remplacement des générations n'est pas assuré et cela va provoquer un vieillissement progressif de la population, avec un poids relatif croissant des âgés et un poids décroissant de la population en âge de travailler. (...)

L'enjeu du vieillissement, c'est essentiellement le paiement des futures pensions, non ?

Le paiement des pensions n'est qu'un des problèmes que nous devrons revoir. Nous ne pourrions plus faire fonctionner le marché du travail comme avant. (...) La ressource humaine va devenir un facteur rare ; elle devra être de plus en plus compétente et qualifiée. Nous allons devoir modifier nos comportements. Il faudra notamment permettre le développement des compétences tout au long de la vie.

Le monde politique belge prend-il toute la mesure des enjeux ?

Non. Sur toute une série de plans, les choses sont mal analysées. Il y a une conscience très faible de l'ampleur des mutations démographiques* au-devant desquelles nous allons, d'une part, et des enjeux et des adaptations auxquels cela va nous porter, d'autre part.

Entretien avec l'économiste Gery COOMANS dans *Le Soir*, 19 juillet 2007, p. 2



Les migrants sont souvent accusés de prendre les emplois des *autochtones*, de gonfler les rangs des chômeurs et d'exercer une pression à la baisse sur les salaires. La réalité est bien différente. Dans la plupart des pays, les travailleurs migrants qualifiés (comme les informaticiens indiens) viennent en fait combler le déficit en spécialistes (...), tandis que les travailleurs migrants moins qualifiés occupent les postes de travail dont les *autochtones* ne veulent plus : travaux lourds et dangereux (construction par exemple), emplois qui exigent des horaires difficilement conciliables avec une vie familiale (personnel soignant) ou encore travaux saisonniers dans l'agriculture, le tourisme et l'hôtellerie.

(...) Loin d'être un fardeau pour le pays où il est installé, le travailleur migrant est un atout pour l'économie locale. Le ministère de l'Intérieur britannique a calculé qu'en 1999 et en 2000, les travailleurs migrants établis au Royaume-Uni ont payé plus de taxes et de contributions à la sécurité sociale qu'ils n'ont coûté (...), rapportant 4 milliards de dollars net au budget de l'État.

1 620 000 à 4 790 000 pour une population de 44 millions d'habitants. En ouvrant ses portes à l'immigration et en régularisant plus de 600 000 travailleurs qui se trouvaient en situation irrégulière, l'Espagne a réduit son taux de chômage, renfloué les caisses de la sécurité sociale et augmenté son taux de croissance.

Les migrations pourraient bientôt devenir vitales pour certains pays d'accueil. Ainsi, dans un *Livre vert* publié en janvier 2005, la Commission européenne notait qu'entre 2010 et 2030, en maintenant les niveaux actuels de l'immigration, la population des moins de 25 ans dans l'Union [européenne] diminuerait de 20 millions d'unités. (...) Les quatre grands pays européens (Allemagne, France, Grande-Bretagne et Italie) devront, pour maintenir le niveau actuel de leurs populations, accueillir 700 000 travailleurs migrants par an au lieu des 230 000 actuellement. (...) Faute de quoi, indique un exercice de simulation (...), le *niveau de vie* des Européens diminuerait de 22 % d'ici à 2050.

Luc DEMARET, *Laissez-les venir !*, dans *Enjeux internationaux*, n° 16, été 2007, p. 30-31

Le meilleur exemple récent de l'impact positif des migrations est celui de l'Espagne. Entre 2000 et 2005, le nombre de migrants est passé de



Les professionnels africains tendent à émigrer en Europe de l'Ouest et en Amérique du Nord. Les crises économiques et politiques qui s'abatent sur le continent depuis quelques décennies dissuadent un grand nombre de rentrer au pays. Crises économiques, taux de chômage élevé, violations des droits de l'Homme, conflits armés et manque de services sociaux adaptés, tels la santé et l'éducation, figurent parmi ces facteurs de dissuasion. (...) Entre 1960 et 1975, 27 000 Africains ont quitté le continent pour les pays industrialisés. De 1975 à 1984, ce chiffre a atteint 40 000. On estime que depuis 1990, chaque année 20 000 personnes au moins quittent le continent. (...) Le Programme des Nations unies pour le développement (PNUD) note

qu'en Afrique, l'élément le plus frappant est l'exil des médecins. Au moins 60 % des médecins formés au Ghana dans les années 1980 ont quitté le pays.

Ce phénomène « pèse d'un poids très lourd sur le continent », note Mme Ndioro Ndiaye, Directrice générale adjointe de l'Organisation internationale pour les Migrations (OIM). Pour compenser le manque d'effectifs qualifiés, les pays africains consacrent chaque année environ 4 milliards de dollars à l'emploi d'environ 100 000 expatriés non africains.

Gumisal MUTUME, *Inverser la « fuite des cerveaux » africains*, dans *Afrique Renouveau*, t. 17, n° 2, juillet 2003 (D'après www.un.org/french, page consultée le 27 août 2010)



Les migrants peu qualifiés contribuent en général davantage à la réduction de la pauvreté dans leur pays d'origine que les migrants professionnels hautement qualifiés dans la mesure où, étant plutôt issus de familles et de communautés à faible revenu, leur départ ouvre à d'autres travailleurs peu qualifiés la possibilité de les remplacer. Leurs transferts de fonds seront également plus élevés, la pauvreté les ayant souvent obligés à laisser leur famille derrière eux. La migration des travailleurs hautement qualifiés – qui a parfois de graves répercussions sur la délivrance de services essentiels (santé, éducation et administration notamment) – peut aussi stimuler le développement (...) si leur départ incite ceux qui sont restés à investir dans l'éducation et la formation. Les pays en développement peuvent également retirer des bénéfices non négligeables du retour des migrants, qui placent leurs compétences et leurs économies au service de leurs pays, ou lorsqu'[ils permettent des] transferts (...) technologiques.

Louka T. KATSELI et Theodora XENOGIANI, *Les migrations, un moteur ou un frein pour le développement ?*, dans *Repères*, n° 29, septembre 2006 (D'après www.oecd.org/dev/repere, page consultée le 30 août 2010)



Si nous avons quitté [le Soudan], c'est que notre vie y était sérieusement menacée. Quelle autre raison aurions-nous eu de venir en Belgique ? Nous avons abandonné nos proches, nos foyers parce que nous n'avions pas d'autre choix. Le pouvoir au Soudan est aux mains d'*intégristes* [musulmans]. Nous autres, Africains du Sud et de l'Ouest du pays, nous (...) revendiquons soit la séparation, soit la création d'un État confédéral *laïc*. Un État qui respecte la religion, les mœurs et la couleur de peau de chacun.

Témoignage d'Ismaël et Khamiss, 22 septembre 1998, dans M. CARBOCCI, L. VANPAESCHEN et T. NISSE, *Les barbelés de la honte*, Bruxelles, Luc Pire, 1998 (D'après <http://lesbarbelesdelahonte.wordpress.com>, page consultée le 20 décembre 2014)